

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 28/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GALLIANCE LE BIGNON

ZA de La Forêt
18 rue de La Forêt - Les Gros Cailloux
44140 Le Bignon

Références : 2025-01758
Code AIOT : 0054400117

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2025 dans l'établissement GALLIANCE LE BIGNON implanté ZA de La Forêt 18 rue de La Forêt - Les Gros Cailloux 44140 Le Bignon. L'inspection a été annoncée le 10/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection suite aux incidents survenus en juillet 2024 et janvier 2025 sur la canalisation de transfert des effluents vers la STEP

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLIANCE LE BIGNON
- ZA de La Forêt 18 rue de La Forêt - Les Gros Cailloux 44140 Le Bignon
- Code AIOT : 0054400117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entreprise de transformation de viande de volailles classée en Autorisation (rubriques 4735-1a).
Activité principale classée en enregistrement rubrique 2221, 2220-2a et déclaration rubrique 2230-2
Equipements classés au titre des rubriques 2915 -1a (E), 2921-2 (E), 2910 - A-2 (D)
Traitement des eaux industriels par une STEP située à 1 km du site de l'exploitation.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Eau : Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4-2-2	Demande de justificatif à l'exploitant
2	Eau : Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Demande d'action corrective
4	Eau : Autosurveillance isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4-2-6	Demande de justificatif à l'exploitant
5	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4-3-2	Demande de justificatif à l'exploitant
6	Gestion des ouvrages: conception, dysfonctionnements	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4-3-3 et 4-3-4	Demande de justificatif à l'exploitant
7	Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejets	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4-3-6; 4-3-7; 4-3-9	Demande de justificatif à l'exploitant
8	Entretien et surveillance: eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4.3.11	Demande de justificatif à l'exploitant
13	Suivi des émissions rubrique 2910	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 3.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
14	Mise à jour de l'étude des dangers	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
15	Etude risque foudre 2020	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant
16	Etude des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Protection des réseaux internes	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4.2.4	Sans objet
9	Eau : mesures sécheresse Economies d'eau	AP Complémentaire du 20/09/2022, article 1	Sans objet
10	Eau : GERE- déclaration des prélèvements	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
11	Localisation du point de rejet	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4-3-5	Sans objet
12	Prévention de la pollution atmosphérique – dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 8.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un plan d'action écrit doit être transmis afin de formaliser les actions en cours et à venir

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eau : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4-2-2
Thème(s) : Risques accidentels, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

<p>Constats :</p> <p>Transmission du plan actualisé des réseaux d'eaux (usées et pluviales) sur l'établissement depuis 2023.</p> <p>A la lecture du document communiqué pour l'inspection, les réseaux présents sur la station d'épuration devront être actualisés.</p> <p>De plus, deux exutoires sont indiqués en sortie du bassin des EP (avec ou sans séparateur des hydrocarbures).</p> <p>La canalisation de transfert vers la STEP est bien identifiée des regards présents sur cette conduite des EU.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmission des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sous un mois : clarification et justification des exutoires des EP (sortie bassin EP) identifiés / plan d'actions de l'exploitant - sous 6 mois : mise à jour du plan des réseaux STEP (réseaux illisibles)
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Eau : Autosurveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Mise en place d'un programme d'auto-surveillance des rejets aqueux en sortie de la STEP en amont du stockage (lagunes).</p> <p>Les campagnes de mesures permettent de s'assurer du bon fonctionnement de la STATION d'EPURATION.</p> <p>Une procédure concernant la vérification du débit de l'Ognon a été transmise lors de l'inspection.</p> <p>Le suivi réel des rejets porté sur GIDAF n'est cependant pas conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 31/10/2013 (Art 4.3.6) selon les éléments indiqués par l'exploitant dans son dossier d'autorisation en 2011</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Sortie de clarificateur :</u></p> <p>Poursuivre la surveillance (autocontrôles) <u>en temps réel</u> des rejets de la STEP avant leur stockage</p>

en lagune par les équipements présents.

Rejets milieu naturel :

Réalisation d'un échantillon moyen 24h asservi au débit , conservé dans une enciente réfrigérée selon les fréquences suivantes :

- Volumes en continu
- T°C et pH: 1 fois par jour
- DCO, DBO5, MES, NTK, Pt, SEC: 1 fois/mois

Sortie des lagunes:

- En période 1: Qr OGNON <200m3/h: aucun rejet
- En période 2: Qr OGNON >200m3/j débit maxi (rejets maxi 622m3/j dans le cours d'eau): à définir

L'ensemble des paramètres (ci dessus) doit être analysé 1/mois par un prélèvement ponctuel dans la lagune.

L'enregistrement des données en sortie de lagune doit être porté dans le cadre de suivi GIDAF.

Le plan d'actions est à compléter.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Protection des réseaux internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents toxiques, corrosifs et chimiques

Prescription contrôlée :

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans les égouts (mélange éventuel avec autres effluents)

Constats :

Création depuis l'année 2022 d'un bassin de collecte des eaux d'extinction en cas de sinistre.
Création d'un réseau de collecte des eaux de condensats (station de vannes de l'installation d'amoniac dans les combles et toiture) vers le reseaux des eaux usées. Depuis 2022 selon les éléments portés par le dernier audit (NH3) des équipements (03/04/2025).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eau : Autosurveillance isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4-2-6

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement réseaux assainissement

Prescription contrôlée :

Un système doit permettre l'isolement des raseaux d'assainissement de l'établissement par rapport avec l'extérieur.
Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et accessibles en toute circonstance (localement et/ou à partir d'un poste de commande).
Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consignes.

Constats :

STEP:

Suite au remplacement du prestataire (01/04/2025), la réalisation d'un audit complet de la filière de traitement des effluents aqueux par le nouveau prestataire est en cours.

Le remplacement de certaines sondes de niveau (pré-traitement, STEP) a permis le report (à distance) des données mesurées (nouvelles sondes piézométriques).

Une mise à jour des indicateurs de performance et de suivi du fonctionnement permettra l'optimisation des équipements de traitement.

L'audit conduit par le nouveau prestataire envisage la possibilité d'abandonner l'utilisation de 2 lagunes existantes afin de permettre le rejet des effluents traités sur une seule lagune et la limitation du nombre des exutoires à un seul contre deux actuellement conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 31/10/2013.

Positionnement du sens de la fermeture des vannes en sortie du bassin des eaux pluviales. Le suivi régulier de leur fonctionnement est assuré par le service de la maintenance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite aux conclusions de l'audit, un porté à connaissance devra être transmis en préfecture afin de confirmer le fonctionnement retenu après projet au regard des évolutions successives connues depuis 2011(Dossier d'Etude d'impact et présentation du Pré-traitement et de la STEP) .

Ce document précisera les moyens techniques mis en oeuvre par l'exploitant suite au dernières évolutions du plan d'actions regard des dispositions de l'arrêté préfectoral du 31/10/2013 :

- opérations du pré-traitement (stockage et devenir des déchets et biodéchets)
- le transfert des effluents vers la STEP
- les opérations de traitement et de suivi qualitatives des rejets (autosurveillance du process)
- plan d'épandage des boues (confirmation de l'absence de modification depuis 2021)
- le stockage des effluents traités en lagune
- le respect des conditions de rejets des effluents traités dans l'OGNON (+autosurveillance des rejets des effluents traités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4-3-2

Thème(s) : Risques accidentels, Perturbation du système de traitement des effluents

Prescription contrôlée :

<p>Absence de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement (composition des effluents) .</p> <p>Dilution interdite des effluents collectés</p> <p>Rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eau souterraine ou vers les milieux de surface non visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31/10/2013 sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>Obstruction de la canalisation de raccordement vers la STEP et deversement des eaux usées dans le milieu en juillet 2024 et en janvier 2025.</p> <p>Réalisation d'une inspection intégrale ITV de la canalisation: Présence de bouchons formés par un dysfonctionnement du pré-traitement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Formaliser par écrit l'ensemble du plan d'actions présenté lors de l'inspection, ainsi que les nouvelles mesures actées suite à la prochaine réunion (ITV).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Gestion des ouvrages: conception, dysfonctionnements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4-3-3 et 4-3-4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de la STEP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conception et performance des installations de Pré-Traitement et de Traitement permettent de respecter les VLE imposées au rejet (AP 31 Octobre 2013).</p> <p>Entretien, exploitation et surveillance de manière à réduire au minimum l'indisponibilité</p> <p>Exploitant qualifié en charge du fonctionnement des équipements de traitement;</p> <p>Exploitant prend les dispositions nécessaires en cas d'écart constaté</p> <p>Enregistrement des paramètres de fonctionnement</p>
<p>Constats :</p> <p>Redéfinition des missions confiés au nouvel opérateur en charge de traitement des effluents issus de l'activité de GALIANCE au BIGNON.</p> <p>La conception et la performance des installations de PT et de STEP permettent de respecter les VLE imposées aux rejets (AP 31 Octobre 2013) suite aux derniers résultats transmis par l'exploitant via GIDAF en juillet 2024.</p> <p>L'entretien, l'exploitation et la surveillance proposée par le nouveau prestataire est réalisée de manière à réduire au maximum l'indisponibilité de traitement des eaux usées en cas de dysfonctionnement (plan d'actions présenté lors de l'inspection) : renforcement du report des données par télésurveillance....</p>

<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>Transmission en préfecture d'un dossier modificatif afin de vérifier le respect de l'ensemble des prescriptions de l'AP du 31/10/2013 concernant la gestion des rejets aqueux sur l'établissement suite aux mesures correctives proposées par le plan d'actions. Le document précisera notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présentation des conclusions du diagnostic, - les présentations du pré-traitement, de la canalisation de transfert des effluents, du fonctionnement optimisé de la STEP (dont suivi des transferts), de l'utilisation d'une ou 3 lagunes - les conditions de l'autosurveillance du fonctionnement et du traitement des rejets - les conditions de rejet direct dans le cours d'eau (+ enregistrement des données sur GIDAF) - la clarification de la gestion du By Pass au niveau du pré-traitement
<p><i>Type de suites proposées :</i> Avec suites</p>
<p><i>Proposition de suites :</i> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><i>Proposition de délais :</i> 6 mois</p>

N° 7 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejets

<p><i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4-3-6; 4-3-7; 4-3-9</p>
<p><i>Thème(s) :</i> Risques chroniques, Ouvrages de rejets et prise en compte des rejets</p>
<p><i>Prescription contrôlée :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Rejet dans le milieu naturel: Dispositifs de rejets des effluents liquides aménagés de manière à réduire la perturbation apportée dans le milieu récepteur (fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval) et permettre bonne diffusion. - Aménagement des points de prélèvements sur chaque ouvrage de rejet d'effluent liquide et point de mesure. - Section de mesure: présence d'un canal de mesure - Equipement: systèmes permettant le prélèvement continu et enregistrement, préleveur
<p><i>Constats :</i></p> <p>Présence d'un point de prélèvement et d'un point de mesure localisés en sortie de la station de traitement des effluents (en amont des lagunes de stockage).</p> <p>L'enregistrement des données (via l'application GIDAF) concerne uniquement les rejets en sortie de la STEP sur 12 mois de l'année en continu.</p> <p>Absence de suivi des volumes rejetés dans le milieu (en sortie des lagunes) lorsque le débit de l'OGNON le permet (>200l/s).</p> <p>Absence de données qualitatives mensuelles des eaux de lagunes en périodes de rejet direct dans le milieu naturel (OGNON).</p>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>Prévoir la mise en place d'un dispositif positionné en sortie des lagunes pour connaître et suivre les</p>

<p>volumes réels rejetés directement dans l'OGNON.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'étude d'impact portée par l'exploitant en 2011, une analyse mensuelle des eaux de lagunes doit être conduite pour qualifier les rejets sur GIDAF avec le suivi des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH, t°C - Volume journalier des rejets dans le milieu naturel - VLE (MES, DCO, DBO5, Nt, Pt, Cl) <p>Ces éléments seront à préciser dans le dossier de recollement à transmettre en préfecture suite à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Entretien et surveillance: eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Entretien des réseaux d'eaux usées et pluviales</p>
<p>Constats :</p> <p>La gestion des eaux pluviales sous contrôle de l'exploitant. La gestion des installations de pré- traitement de la canalisation de transfert de traitement (STEP) et des rejets de l'eau traitée dans l'OGNON est assurée par un nouveau prestataire sous la surveillance de l'exploitant.</p> <p>Réalisation le 08/04/2025 du curage du séparateur des hydrocarbures.</p> <p>L'étude du plan des réseaux communiquée par l'exploitant montre la présence de deux canalisations en sortie du bassin des EP : l'une vers le séparateur des hydrocarbures, la seconde en By Pass .</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Clarifier la fonction de la seconde canalisation en dérivation du séparateur d'hydrocarbures sur les plans.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Eau : mesures sécheresse Economies d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/09/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Mesures d'économies d'eau

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aménagements matériels :</p> <ul style="list-style-type: none"> -nouvelle laveuse de caisses -broyage des viandes congelées -machine à laver « pall box » -nouveau système de traitement des odeurs avec centrifugeuse sur friteuse, lampes UV et filtre à charbons extension du site et ligne 4 existante -remplacement système de traitement des odeurs existant par système non consommateur d'eau <p>Sensibilisation du personnel</p> <p>Programme de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suivi compteur général et contrôle régulier des ratios de conso eau - mise en place de nouveaux compteurs - rattachement des compteurs télérelevage -
<p>Constats :</p> <p>Les opérations suivantes ont été réalisées à ce jour et concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place des nouveaux équipements de lavage et les modifications du process; - la mise en place d'un nouveau système de traitement des odeurs avec centrifugeuse sur friteuse, lampes UV et filtre à charbons (sur la dernière extension du site et ligne 4); <p>Sensibilisation du personnel aux économies d'eau. Mise en place d'un programme de surveillance des consommation avec l'installation de nouveaux compteurs (télérelevage).</p> <p>Le remplacement du système de traitement des odeurs existant par système non consommateur d'eau est en cours de réflexion par les exploitants compte tenu du montant de cet investissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Eau : GEREP- déclaration des prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des prélèvements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;
<p>Constats :</p>

Déclaration des consommations d'eau pour l'année 2024: 88324m3

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Localisation du point de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4-3-5

Thème(s) : Situation administrative, Conditions de rejets

Prescription contrôlée :

Localisation au sud de la station du point de rejet des eaux épurées
Fossé rejoignant l'OGNON puis le lac de Grandlieu
Pas de rejet si débit de l'Ognon est inférieur à 200l/s
622m3/j dans le cas contraire

Constats :

Absence de rejet dans le cours d'eau le jour de l'inspection.
Mise en place d'une procédure afin de s'assurer du débit minimal de l'Ognon lors des opérations de vidange des lagunes.
Deux points de rejets sont actuellement en fonctionnement, étant donné la conception des lagunes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Préciser les points de rejets retenus suite aux conclusions de l'audit en cours par le prestataire sur l'utilisation des lagunes.
Intégrer ces éléments dans le dossier de recollement des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13/10/2013.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention de la pollution atmosphérique – dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 8.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des émissions (air)

Prescription contrôlée :

Contrôle des rejets des chaudières au moins une fois tous les 3 ans

Constats :

Transmission du dernier rapport concernant le suivi des émissions atmosphériques réalisé le 24/04/2025 sur les équipements de combustion en activité dans l'établissement : (N° d'affaire 2504E14Q3000117).

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 13 : Suivi des émissions rubrique 2910

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 3.2.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des concentrations dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limitées suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilo pascals) après déductions de la vapeur d'eau (gaz secs), la teneur en oxygène étant ramenée à 3% en volume pour les combustibles gazeux:

Installations raccordées

Combustible (gaz naturel)

Oxyde de soufre (équivalent SO₂): 35 mg/m³

Oxyde d'azote (équivalent NO₂): 150 mg /m³

Poussières : 5 mg/m³

Constats :

L'installation de combustion est située dans un établissement comportant une installation relevant du régime de l'autorisation au titre d'une autre rubrique ICPE.

Ces équipements demeurent assujettis aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 31/10/2013.

Absence de suivi des paramètres SO₂ et poussières

Concernant les valeurs NO_x dépassement des concentrations sur les installations 2 (2004) et 3 (2019) : >150 mg/m³

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

L'exploitant doit transmettre par écrit un plan d'actions suite aux mesures réalisées pour répondre à la non conformité du paramètre NO_x, selon les dispositions de l'AP d'autorisation 31/10/2013.

Une mesure des poussières et du SO₂ doit être transmise.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
--

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Mise à jour de l'étude des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Etude des dangers actualisée

Prescription contrôlée :

Respect du plan d'actions suite à l'actualisation

Constats :

<p>L'étude de la dernière MAJ de l'étude des dangers réalisée en 2020 (rapport 797665/7358806-2-RAP-V0) met en évidence le fait que, pour les scénarios 6 et 7, les effets irréversibles et/ou létaux à hauteur d'homme peuvent être redoutés à l'extérieur des limites de propriété du site; le nombre de personnes exposées a ainsi été estimé à 75 personnes pour chacun des scénarios.</p> <p>Suite à cette étude, l'exploitant n'a pas répondu aux éléments demandés en 2022 par le service des installations classées dans le cadre de la rédaction du plan d'action sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - établir la liste des parcelles concernées par effets irréversibles et/ou létaux en dehors du site industriel ; - porter ces informations auprès du service des installations classées ainsi que du voisinage de l'entreprise.
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>Suite aux échanges réalisées lors de l'inspection, dans le cadre de la MAJ de l'étude des dangers réalisée en 2020, l'exploitant a souhaité revoir les éléments pris en compte sur la modélisation des effets concernant les scénarios 6 et 7.</p> <p>En tout état de cause, une clarification des effets de l'étude des dangers réalisée en 2020 doit être apportée dans le dossier modificatif à transmettre. Notamment, l'exploitant répondra aux suites demandées par l'installation des installations classées en 2022 avec une justification si elles n'apparaissent plus nécessaires au regard des dernières modélisations.</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Avec suites</p>
<p><i>Proposition de suites :</i> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><i>Proposition de délais :</i> 6 mois</p>

N° 15 : Etude risque foudre 2020

<p><i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18</p>
<p><i>Thème(s) :</i> Risques accidentels, Prévention contre le risque foudre</p>
<p><i>Prescription contrôlée :</i></p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'en-</p>

trées de l'ARF.
<p>Constats :</p> <p>Des non conformités sont identifiées dans le rapport risque foudre RG Consultant du 21/02/2020 (synthèse).</p> <p>Suite à l'inspection des installations classées réalisée le 04/08/2022, la réalisation des mesures indiquées dans le rapport n'a pas pu être confirmée par l'exploitant suite à la transmission du plan d'actions. (réalisation courant de l'année 2023).</p> <p>De plus, une incohérence est observée en comparaison avec les éléments présentés dans le dossier avec la mise en place d'une citerne de stockage de gaz propane sur l'établissement (septembre 2022) :</p> <p><i>"L'Analyse du Risque Foudre et l'étude technique foudre réalisée en 2013 et 2020 par RG Consultant montrent que les bâtiments et les installations sont correctement protégés contre les effets directs et indirects de la foudre".</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Confirmer par écrit la mise en place effective des mesures correctives (risque foudre) depuis la dernière inspection réalisée en 2022 par le service de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Etude des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Identification et localisation des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
Constats :

Mise en place des mesures indiquées dans le rapport du 21/02/2020 (effets irréversibles) n'ont pu être vérifiées le jour de l'inspection.
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>Justifier la levée des non-conformités portées par l'étude ATEX en décembre 2020. Une attention sera notamment portée sur la réalisation des affichages et de formation du personnel.</p>
<i>Type de suites proposées :</i> Avec suites
<i>Proposition de suites :</i> Demande de justificatif à l'exploitant
<i>Proposition de délais :</i> 1 mois